



Faut-il tant souffrir pour être belle ?

La première fois que j'ai mis un pied au Rwanda, je fus époustoufflé. C'était l'été 2008. Le génocide n'avait pas encore 15 ans et je m'attendais à découvrir un pays encore fragile, convalescent et instable. N'ayant aucune expérience de l'Afrique, c'est l'image que je m'en étais faite à travers les médias. Portrait aux traits accentués par les terribles dépêches arrivant sans cesse du Kivu tout proche. Cet été-là, le Rwanda m'a gîlé, moi et mes préjugés. J'ai pris comme une grosse claque au visage son énergie salvatrice, son dynamisme économique et son inflexible volonté d'aller de l'avant. J'ai été abasourdi par la capacité des Rwandais à ne pas gémir sur leur sort et à prendre le drame de 94 comme une opportunité unique de repartir sur de nouvelles bases. Je me suis senti minable de ne pas comprendre comment ces gens réussissaient à vivre ensemble, dépassant les rancœurs et le désir de vengeance pour tendre, tant bien que mal, au pardon... J'étais rentré de Kigali avec l'impression d'avoir beaucoup à apprendre de cette société. Et ça, quelque part, aujourd'hui, je le pense toujours.

Mais cette image était trop belle, trop lisse pour être complète. Tant de vernis devait malheureusement cacher autre chose. Et il n'a pas fallu gratter beaucoup pour découvrir le côté sombre de celui qui passait pour le gendre idéal. Tout n'est pas rose au Rwanda et c'est bien normal, si peu de temps après une catastrophe sociale telle que celle qui l'a ravagé. Mais le redressement du pays suffit-il à justifier la peur qui fait taire sa population ? Le développement et l'embellissement de Kigali vaut-il de sacrifier les plus pauvres parmi les pauvres ? L'ombre planante du génocide peut-elle expliquer qu'on prive les citoyens rwandais de certains de leurs droits ? Ces quelques questions ne sont pas rhétoriques. Ce sont de vraies interrogations auxquelles il est bien difficile d'apporter une réponse claire et tranchée. Seul le temps, sans doute, finira par révéler si le Rwanda de Paul Kagame fait des sacrifices au nom de jours meilleurs ou s'il est en train de mettre en place les prémisses d'un futur drame africain.

L'INFO MONDE

Un pays qui



«Au Rwanda, il ne faut pas contester, il faut suivre. Sinon, on risque de se retrouver en prison.»

Témoignage anonyme

En plein boom depuis quelques années, le Rwanda tente de rapatrier sa population qui vit en Belgique. Il existe des raisons d'hésiter.

● À Kigali, Patrick SÉVERIN

On l'appelle Manzi. Mais ce n'est pas son nom. Son identité, comme celle de la majorité de ceux qui apparaissent dans cette page, il ne veut pas la dévoiler. Il a peur. Peur du retour de manivelle. Peur que, parce qu'il n'est pas d'accord avec toutes les pratiques du gouvernement rwandais, son nom tombe dans la liste de «ceux qui ont des idées douteuses». «Et encore, moi, je vis à l'étranger, précise-t-il d'emblée. Imaginez un peu l'angoisse de ceux qui sont restés au Rwanda!»

Manzi est Liégeois. Il est revenu en Afrique pour rendre visite à sa famille. S'installer au Rwanda, il aimerait ça. Mais pas tout de suite. «Je dois d'abord gagner convenablement ma vie en Belgique. C'est devenu cher ici. À moins de revenir blindé d'argent, on ne peut plus rien bâtir à Kigali. Mais si j'avais les moyens, je reviendrais.»

L'argent n'est pourtant pas le seul motif d'hésitation. Malgré le développement éclair de la capitale rwandaise, la vie n'y est pas si douce qu'il peut y paraître. Les

«On a supprimé les ethnies sur la carte d'identité mais pas dans l'esprit des gens.»

vieux démons qu'on tente d'enterrer sont toujours bien présents. «On nous dit que c'est fini, explique Manzi, qu'il n'y a plus d'ethnie, que nous sommes tous des Rwandais égaux mais dans le cœur des gens, dans leur tête, il y a toujours des idées racistes. Les ethnies ont été supprimées des cartes d'identité mais elles existent toujours dans les esprits.»

Un jour ou l'autre, cela risque d'exploser

Cette réalité, le gouvernement refuse d'en entendre parler. Pour eux, Hutu, Tutsi, Twa, c'est du passé! Et quiconque remettra ces catégories au centre du débat sera

accusé de divisionnisme. L'intention est louable mais son application pose question. Aujourd'hui, tous ceux qui ont la langue un peu trop pendue doivent craindre un billet direct pour la prison.

«Pourtant il y a des choses à dire, explique Manzi, le ressentiment et la haine sont aussi forts qu'avant. La seule différence, c'est que ça ne se voit pas. Au début des années 90, on entendait des messages de haine tous les jours à la radio, aujourd'hui les gens se taisent. Mais la majorité d'entre eux sont fâchés. Tout ce qu'ils retiennent, toute la rancœur qu'ils gardent pour eux, cela peut exploser un jour. C'est pour cela qu'il faut se méfier des Rwandais. Vous savez, ici, avant les années 90, c'était presque aussi calme qu'aujourd'hui.»

Prendre ses précautions

Qu'elles soient ethniques ou autres, les différences et les discriminations semblent donc toujours bien d'actualité au Rwanda. Et si l'écrin dans lequel on tente de blottir Kigali suffit à convaincre les touristes de passage, aucun Rwandais n'est dupe. «Hier, confirme Manzi, je parlais avec un ami qui m'expliquait que pour cette année d'élections présidentielles, il allait s'exiler quelques mois au Burundi en attendant d'être sûr qu'il n'y aurait pas de violences. Les gens prennent leurs précautions...» ■

Prochains rendez-vous : vendredi 29 et samedi 30 janvier

«Rwanda, Vision 2020 : l'immigration à l'envers»... Une série de reportages menés par Frédéric Moray (Bel RTL) et Patrick Séverin (free-lance pour les Éditions de l'Avenir) en collaboration avec la Fondation Roi Baudouin.

Trois vendredis, et trois samedis, pour tenter de comprendre pourquoi tant de Belges d'origine rwandaise décident aujourd'hui de rentrer au pays; un plongeon au cœur d'une société complexe et en pleine mu-



tation.

Prochaine thématique : «Rwanda, sur la route du paradis ou de l'enfer?». Une émission à écouter le vendredi 29 janvier, de 19 à 20 h, dans L'Essentiel, sur Bel RTL; des reportages à lire le samedi 30 janvier dans les quotidiens *L'Avenir*, *Le Jour*, *Le Courrier*. ■



2010, ANNÉE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Cinq assesseurs sur six bourrent les urnes

Depuis qu'il a mis un terme au génocide en juillet 1994, le Front Patriotique Rwandais est au pouvoir. Aujourd'hui, d'autres partis politiques existent au Rwanda mais aucun n'est clairement d'opposition. C'est ce que les Rwandais appellent une «démocratie consensuelle».

Nkurunziza est inscrit depuis des années comme membre du FPR. Il ne l'a pas fait par conviction mais parce qu'il savait que c'était sa seule option pour grimper dans la hiérarchie sociale. Quand on lui demande de décrire le Rwanda en cette importante année d'élection présidentielle, seuls deux mots lui viennent aux lèvres : «pauvreté et dictature.»

Il a fallu prendre toutes les précautions pour recueillir son témoignage. Une fois encore, la peur de parler sévit à Kigali. «C'est vrai que l'après-guerre a été bénéfique pour le Rwanda, reconnaît-il d'abord. Mais il saute aux yeux qu'il a surtout été bénéfique à une partie des Rwandais : ceux qui revenaient de l'étranger, et spécialement les anglophones qui vivaient



Avant d'évoquer les sujets sensibles, les Rwandais prennent toutes les précautions nécessaires pour garder l'anonymat. Ils ont peur.

en Ouganda.»

Selon lui, si le président Kagame jouit d'une grande popularité au sein de la population, c'est loin d'être le cas du reste du gouvernement. Mais au Rwanda, «il ne faut pas contester, il faut suivre. Sinon, on se retrouve en prison.»

Même consensuelle, la démocratie conserve un outil de contestation efficace : les élections. Mais lors des législatives de 2008, le FPR a récolté plus de 78 % des suffrages. Un plébiscite qui ne s'explique pas uniquement par

l'absence d'opposition. «Je travaillais comme assesseur, se souvient Nkurunziza. J'avais reçu l'ordre du coordinateur local des élections de bourrer les urnes de bulletins préalablement remplis.»

Lors des présidentielles de 2003 au cours desquelles Paul Kagame avait récolté 95,1 % des voix, la manœuvre était plus flagrante encore. «Sur les six assesseurs du bureau, un seul comptait les votes pendant que les cinq autres cochaient le nom du président sur des piles de bulletins vierges qui s'ajoutaient aux votes réels.» ■